

MARCHE PUBLIC DE TRAVAUX

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (C.C.A.P.)

Maître de l'Ouvrage :

COMMUNE DE LE BONO – Mairie BP 1 Place Joseph Le Clanche 56400 LE BONO

Objet du Marché :

EXTENSION DU BATIMENT DES ATELIERS MUNICIPAUX – LE BONO (56400)

Remise des Offres

Date limite de réception : **VENDREDI 19 MAI 2017**

Heure limite de réception : **12 heures**

**CAHIER DES CLAUSES
ADMINISTRATIVES PARTICULIERES
SOMMAIRE**

ARTICLE PREMIER : OBJET DU MARCHE - DISPOSITIONS GENERALES

- Objet du marché - Emplacement des travaux - Domicile de l'Entrepreneur
- Décomposition en tranches et lots
- Travaux intéressant la défense - Obligation de discrétion
- Contrôle des prix de revient
- Maîtrise d'œuvre - Maîtrise de chantier
- Contrôle technique
- Coordination santé et sécurité

ARTICLE 2 : PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE

- Pièces particulières
- Pièces générales

ARTICLE 3 : PRIX ET MODE D'EVALUATION DES OUVRAGES VARIATION DANS LES PRIX - REGLEMENT DES COMPTES

- Répartition des paiements
- Tranche(s) conditionnelle(s)
- Contenu des prix - Mode d'évaluation des ouvrages et de règlement des comptes - Travaux en régie
- Variation dans les prix
- Paiement des cotraitants et des sous-traitants

ARTICLE 4 : DELAI(S) D'EXECUTION - PENALITES - RETENUES

- Délais(s) d'exécution des travaux
- Prolongation du délai d'exécution
- Pénalités pour retard
- Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux
- Délais et retenues pour remise des documents fournis après exécution
- Pénalités diverses

ARTICLE 5 - CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE

- Cautionnement - Retenue de garantie
- Avance forfaitaire
- Avances sur matériels

ARTICLE 6 : PROVENANCE, QUALITE, CONTROLE ET PRISE EN CHARGE DES MATERIAUX ET PRODUITS

- Provenance des matériaux et produits
- Mise à disposition de carrières ou lieux d'emprunt
- caractéristiques, qualités, vérifications, essais et épreuves des matériaux et produits
- Prise en charge, manutention et conservation par l'entrepreneur des matériaux et produits fournis par le Maître de l'Ouvrage

ARTICLE 7 : IMPLANTATION DES OUVRAGES

- Piquetage général
- Piquetage spécial des ouvrages souterrains ou enterrés

ARTICLE 8 : PREPARATION, COORDINATION ET EXECUTION DES TRAVAUX

- Période de préparation - Programme d'exécution des travaux
- Mesures d'ordre social - Réglementation du travail
- Organisation - Sécurité et hygiène des chantiers
- Sujétions résultant de l'exploitation du domaine public
- Garde du chantier en cas de défaillance d'un entrepreneur
- Chauffage du chantier
- Rendez-vous de chantier

ARTICLE 9 : CONTROLES ET RECEPTION DES TRAVAUX

- Essais et contrôles des ouvrages
- Réception
- Mise à disposition d'ouvrages ou parties d'ouvrages
- Documents fournis après exécution
- Délais de garantie
- Assurances

ARTICLE 9bis : REDRESSEMENT JUDICIAIRE ET LIQUIDATION JUDICIAIRE

ARTICLE PREMIER : OBJET DU MARCHE - DISPOSITIONS GENERALES

1.1 Objet du marché - Emplacement des travaux - Domicile de l'entrepreneur

Les stipulations du présent cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.) concernent le marché relatif aux travaux de :

EXTENSION DU BATIMENT DES ATELIERS MUNICIPAUX Pour la Commune de LE BONO (56400)

La description des ouvrages et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.).

A défaut d'indication dans l'Acte d'Engagement du domicile élu par l'entrepreneur à proximité des travaux, les notifications se rapportant au marché seront valablement faites à la mairie de LE BONO jusqu'à ce que l'entrepreneur ait fait connaître à la personne responsable du marché l'adresse du domicile qu'il aura élu.

1.2 Décomposition en tranches et lots

Les travaux sont répartis en 6 lots désignés ci-après traités par marchés séparés:

Désignation des lots

LOT N° 1	TERRASSEMENTS - VRD
LOT N° 2	GROS OEUVRE
LOT N° 3	CHARPENTE - OSSATURE BOIS - BARDAGE
LOT N° 4	COUVERTURE - BARDAGE
LOT N° 5	MENUISERIES EXTERIEURES
LOT N° 6	METALLERIE - SERRURERIE

<u>1.3 Travaux intéressant la défense - Obligation de discrétion</u>	Sans objet.
---	-------------

<u>1.4 Contrôle des prix de revient</u>	Sans objet.
--	-------------

1.5 Maîtrise d'œuvre

La Maîtrise d'Œuvre est assurée par **Abscisse Architecture représentée par Monsieur LE PORT Gwénael – Architecte dplg - 9, rue du Vincin 56000 VANNES** qui est chargé d'une mission de base suivant loi M.O.P.

Le Maître d'œuvre est chargé de la maîtrise de chantier

1.6 Contrôle technique

Les travaux sont soumis au contrôle technique prévu par le titre II de la loi n° 78-12 du 4 janvier 1978 relative à la responsabilité et à l'assurance dans le domaine de la construction.

Le contrôleur technique choisi par le Maître de l'Ouvrage est

VERITAS – ZAC porte Océane 2 – rue du Danemark 56400 BRECH

1.7 Coordination santé et sécurité

Il est fait application des dispositions de la loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993 et du décret du 29 décembre 1994.

Le coordonnateur santé et sécurité choisi par le Maître de l'Ouvrage est

VERITAS – ZAC porte Océane 2 – rue du Danemark 56400 BRECH

ARTICLE 2 - PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE

Les pièces constitutives du marché sont les pièces générales et les pièces particulières. Les pièces générales, bien que non jointes aux autres pièces constitutives du marché, sont réputées connues de l'entrepreneur.

Les pièces particulières sont :

- . L'Acte d'Engagement
- . Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières
- . Le calendrier d'exécution des travaux qui sera mis au point et signé au cours de la période de préparation visée à l'article 8.1 ci-après
- . Le Cahier des Clauses Techniques Particulières
- . Les plans
- . Le détail quantitatif estimatif portant décomposition du prix global et forfaitaire
- . Le Plan Général de Coordination en matière de sécurité et de protection de la santé (P.G.C.S.P.S.) et ses modifications ultérieures

ARTICLE 3 : PRIX ET MODE D'EVALUATION DES OUVRAGES - VARIATION DANS LES PRIX - REGLEMENT DES COMPTES

3.1 Répartition des paiements

L'acte d'engagement indique ce qui doit être réglé respectivement

- à l'entrepreneur titulaire et à ses sous-traitants,
- à l'entrepreneur mandataire, ses cotraitants et leurs sous traitants.

3.2 Tranche(s) conditionnelle(s)

Sans objet.

3.3 Contenu des prix - Mode d'évaluation des ouvrages et de règlement des comptes - Travaux en régie

3.3.1 Les prix du marché sont hors T.V.A. et établis en tenant compte :

- des dépenses de chantier.

3.3.2 Les ouvrages ou prestations faisant l'objet du marché seront réglées par le prix global forfaitaire stipulé à l'article 2.2 de l'acte d'engagement.

Le prix global forfaitaire porté à l'Acte d'Engagement de l'Entrepreneur s'entend pour l'exécution, sans restriction ni réserve d'aucune sorte, de tous les ouvrages normalement inclus dans les travaux de sa spécialité, objet du lot dont il est attributaire ou rattachés à celui-ci par les documents de consultation et cela, dans les conditions suivantes :

- sur la base de la définition et de la description des ouvrages, telle qu'elle figure aux documents de consultation sans aucun caractère limitatif et quelles que soient les imprécisions ou omissions de détail que pourraient éventuellement présenter ces pièces, l'entrepreneur est réputé avoir prévu, lors de l'étude de son offre et avoir inclus dans son prix toutes les modifications et adjonctions éventuellement nécessaires pour l'usage auquel elles sont destinées, les compléter par toutes les prestations annexes et de détail nécessaires à une parfaite finition qui ne sont pas décrites ou mentionnées dans les documents de son marché,
- les dépenses supplémentaires imprévues que l'entrepreneur pourrait avoir à supporter, en cours de chantier, par suite de l'application de ce principe, font partie intégrante de ses aléas et il lui appartient, après études des documents de consultation, d'estimer le risque correspondant et d'en tenir compte pour l'élaboration de son offre et le calcul de son prix,
- en outre, les prix sont réputés tenir compte de tous les frais résultant des dispositions du présent C.C.A.P. et ses annexes et des charges qui en découlent pour l'Entrepreneur.

3.3.3 Frais inclus

Les prix sont réputés établis en tenant compte de tous les frais et dépenses de toute nature à engager pour l'étude et la réalisation complète des travaux et jusqu'à la remise définitive des installations et notamment les frais de la liste suivante, non limitative :

- les frais d'établissement des plans de détail, d'atelier, de chantier et de fabrication, des schémas d'installation nécessaires à l'exécution des travaux, ainsi que la fourniture des plans, tirages, documents à soumettre à l'approbation du Maître d'Œuvre ainsi que les frais d'étude pour adaptations et modifications éventuelles pendant la phase d'exécution des travaux,
- les frais d'établissement des documents "archives" à remettre au Maître de l'Ouvrage (dossier des Ouvrages Exécutés : D.O.E.),
- les frais de mise au courant du personnel chargé de l'utilisation et de l'entretien des installations, notamment, pour les lots techniques,
- les frais d'amenée du matériel, d'installation de chantier et de repli,

- les frais de tracé, implantation, constatation des ouvrages faits ou à faire, leur mesurage, pesage, les frais d'établissement des épures, calibres, modèles, maquettes, etc... nécessaires,
- les frais d'essais et de contrôle,
- les frais de gros et petit matériel, échafaudages, équipages, outillages nécessaires à la préparation, la confection, la mise en œuvre des ouvrages et installations, y compris les frais résultant des manutentions et chargements que le chantier peut comporter,
- les frais de transport des matériaux et du matériel au lieu d'emploi et leur manutention dans l'enceinte du chantier,
- les frais résultant des mesures nécessitées par la protection des ouvrages et installations jusqu'à leur réception,
- les frais résultant des mesures réglementaires ou non intéressant la sécurité des ouvriers travaillant sur le chantier et plus précisément celles résultant des règlements du Ministère du Travail et des recommandations de l'O.P.P.B.T.P.
- les frais d'assurances,
- les taxes et impôts de toute nature frappant de quelque façon que ce soit les salariés, le matériel, les matériaux, les ingrédients, etc... ou les ouvrages ou parties d'ouvrages,
- enfin, il est précisé d'une manière générale que le prix global et forfaitaire correspond au complet et parfait achèvement des travaux dans le cadre du Marché de façon à permettre un parfait fonctionnement des ouvrages.

3.3.4 Travaux non prévus - travaux modificatifs

Pour le règlement des travaux non prévus au Marché d'une part ou l'évaluation des travaux prévus au Marché et non exécutés, il est fait application des dispositions de l'Article 14 du C.C.A.G.

3.3.5 Délai global de paiement et intérêts moratoires

Le délai global de paiement est le délai maximal réglementaire. En cas de dépassement du délai, le taux des intérêts moratoires est le taux de l'intérêt légal en vigueur à la date à laquelle les intérêts ont commencé de courir, augmenté de deux points.

3.4 Variation dans les prix

Les répercussions sur les prix du marché des variations des éléments constitutifs du coût des travaux sont réputées réglées par les stipulations ci-après :

3.4.1 Prise en compte des variations des conditions économiques

Les prix sont fermes. Il n'est pas prévu de révision, ni d'actualisation des prix.

3.4.2 Modalités de révision de prix

Sans objet

3.5 Paiement des cotraitants et des sous-traitants

3.5.1 Désignation de sous-traitants en cours de marchés

Par dérogation aux stipulations n°41-42 et 47 de l'article 2 du C.C.A.G. applicable aux marchés publics de travaux, Le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché à condition d'avoir obtenu de la personne responsable du marché l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement de chaque contrat de sous-traitance.

En vue d'obtenir cette acceptation et cet agrément, il remet contre récépissé à la personne responsable du marché ou lui adresse par lettre recommandée avec demande d'avis de réception une déclaration mentionnant :

- la nature des prestations dont la sous-traitance est prévue ;
- le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
- les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et le montant envisagé de chaque sous-traité ; sont précisés notamment la date d'établissement des prix et, le cas échéant, les modalités de variation de prix, le régime des avances, des acomptes, des réfections, des primes, des pénalités ;
- lorsque le sous-traitant a droit au paiement direct, le montant prévisionnel des sommes à payer au sous-traitant ainsi que les modalités de règlement de ces sommes.

Le silence de la personne responsable du marché gardé pendant vingt et un jours à compter de la réception des documents sus-mentionnés vaut acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement.

Lorsqu'un sous-traitant doit être payé directement, le titulaire est tenu, lors de la demande d'acceptation, d'établir que la cession ou le nantissement de créances résultant du marché ne fait pas obstacle au paiement direct du sous-traitant.

En même temps que sa demande de sous-traitance visée à l'article 2.41 du C.C.A.G l'entrepreneur qui envisage de recourir à des sous-traitants bénéficiant du paiement direct remet à la personne responsable :

- soit la copie conforme de son marché qui lui a été délivrée, afin que la personne responsable du marché en modifie la formule d'exemplaire unique,
- soit une attestation du comptable assignataire indiquant le montant pour lequel l'acte de nantissement a été initialement établi et, s'il y a lieu des variations ultérieures de ce montant.

L'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement du contrat de sous-traitance sont constatés par un avenant ou un acte spécial signé par la personne responsable du marché et par l'entrepreneur qui conclut le contrat de sous-traitance.

L'avenant ou l'acte spécial indique :

- la nature et le montant des prestations sous-traitées
- le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant
- les conditions de paiement du contrat de sous-traitance, à savoir :
 - les modalités de calcul et de versement des avances et acomptes
 - le mois (ou la date) d'établissement des prix
 - les modalités de variation des prix
 - les stipulations relatives aux délais, pénalités, primes réfections et retenues
 - la personne habilitée à donner des renseignements prévus à l'article 192 du Code des Marchés Publics
 - le comptable assignataire des paiements
 - si le sous-traitant est payé directement, le compte à créditer

3.5.2 Modalités de paiement des cotraitants et des sous-traitants

La signature du projet de décompte par le mandataire vaut acceptation par lui de la somme à payer éventuellement à chacun des entrepreneurs du groupement, compte tenu des modalités de répartition des paiements prévues dans le marché.

Le titulaire joint en double exemplaire au projet de décompte, une attestation indiquant la somme à régler par le Maître de l'Ouvrage à chaque sous-traitant concerné, cette somme tient compte d'une éventuelle révision ou actualisation des prix prévue dans le contrat de sous-traitance et inclut la TVA.

Les mandatements à faire au sous-traitant d'un entrepreneur d'un groupement solidaire sont effectués sur la base des pièces justificatives et de l'acceptation de cet entrepreneur donnée sous la forme d'une attestation transmise par le mandataire

Si l'entrepreneur qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire, ce dernier doit également signer également l'attestation.

ARTICLE 4 - DELAIS D'EXECUTION, PENALITES, RETENUES

4.1 Délais d'exécution des travaux

4.1.1 Calendrier prévisionnel d'exécution

Le délai d'exécution de l'ensemble des lots est fixé à l'article 2 de l'acte d'engagement.

Les délais d'exécution propres à chacun des lots s'insèrent dans le délai d'ensemble conformément au calendrier prévisionnel d'exécution.

4.2 Prolongation des délais d'exécution

L'entrepreneur est tenu de signaler au maître d'ouvrage, par lettre recommandée, dans un délai de quinze jours, toute circonstance ou événement susceptible de motiver une prolongation du délai d'exécution. Toutes justifications nécessaires permettant au maître d'ouvrage de reconnaître le bien fondé des difficultés signalées, doivent être fournies. Le délai d'exécution sera prolongé automatiquement, sans avenant, du délai correspondant dès lors que le maître d'ouvrage n'aura pas fait savoir au titulaire, dans le délai de quinze jours (15) suivant la réception de la lettre recommandée précitée, qu'il rejette cette demande.

4.3 Pénalités et retenues pour retard

Tout retard dans la livraison de l'opération donne lieu, sans mise en demeure préalable, à l'application d'une pénalité fixée à 150 € par jour de retard, dimanches et jours fériés compris

Tout retard d'exécution par rapport à une date ou à un délai partiel fixé au calendrier d'exécution des travaux, donne lieu, sans mise en demeure préalable, à l'application d'une pénalité fixée à 75€ par jour de retard, dimanches et jours fériés compris

C'est le titulaire qui supportera les pénalités, à charge pour lui de les récupérer, éventuellement, sur ses sous-traitants

4.4 Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux

Il est rappelé que le délai imparti englobe le repliement des installations de chantier et la remise en état des lieux. En conséquence, tout retard constaté sur ces opérations est sanctionné comme retard dans l'achèvement des travaux

4.5 Délais et retenues pour remise des documents fournis après exécution

En cas de retard dans la remise des plans et autres documents visés à l'article 40 du C.C.A.G., une retenue d'un montant égal à 30€ par jour calendaire est opérée dans les conditions stipulées à l'article 20.6 du C.C.A.G. sur les sommes dues à l'entrepreneur.

ARTICLE 5 - CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE

5.1 - Cautionnement ou retenue de garantie

Un cautionnement pourra être constitué par l'entrepreneur et remis au plus tard avant l'établissement du 1er projet de situation

Le montant du cautionnement sera égal à 5 % du montant du marché indiqué dans l'Acte d'Engagement, augmenté des avenants éventuels, des variations de prix et de la T.V.A.

Passé ce délai, ou si l'entreprise ne peut constituer un cautionnement, il sera appliqué à chaque décompte mensuel, une retenue de garantie de 5 %. En dérogation à l'article 4.2

du C.C.A.G., la retenue de garantie pourra être remplacée partiellement ou totalement par un cautionnement, uniquement après établissement de l'état de solde.

En application du §1 de l'article 44 du C.C.A.G., les 5 % de garantie seront restitués ou la caution libérée, dans le délai légal, si l'entrepreneur a fourni les documents définis au 9.4 ci-après, soit 12 mois après la date de notification du procès verbal de réception.

Il est rappelé que seul le délai global est contractuel et qu'il appartient au responsable de chantier de faire gestion des retards en fonction du planning de chantier détaillé.

La retenue de garantie ou le cautionnement pourra être réduit à 2.50 % du montant du marché mis à jour et révisé, éventuellement modifié par avenant après réception des ouvrages ou des tranches de livraison donnant lieu à réception partielle et reprises des omissions, imperfections ou malfaçons constatées à la réception.

5.2 Avance forfaitaire

Aucune avance forfaitaire ne sera versée à l'entrepreneur.

5.3 Avance sur matériels

Aucune avance sur matériels de chantier n'est versée à l'entrepreneur.

Les dispositions qui précèdent sont applicables à la fois aux travaux exécutés directement par le titulaire ou le mandataire et les cotraitants et à ceux exécutés par leurs sous-traitants.

ARTICLE 6 : PROVENANCE, QUALITE, CONTROLE ET PRISE EN CHARGE DES MATERIAUX ET PRODUITS

6.1 Provenance des matériaux et produits

Le C.C.T.P. fixe la provenance de ceux des matériaux, produits et composants de construction dont le choix n'est pas laissé à l'entrepreneur ou n'est pas déjà fixé par les pièces générales constitutives du marché ou déroge aux dispositions desdites pièces

6.2 Mise à disposition de carrières ou lieux d'emprunt

Sans objet.

6.3 Caractéristiques, qualités, vérifications, essais et épreuves des matériaux et produits

6.3.1 Le C.C.T.P. définit les compléments et dérogations à apporter aux dispositions du C.C.A.G. et du C.C.T.G. concernant les caractéristiques et qualités des matériaux, produits et composants de construction à utiliser dans les travaux, ainsi que les modalités de leurs vérifications, essais et épreuves, tant qualitatives que quantitatives, sur le chantier.

6.3.2 Le C.C.T.P. précise quels matériaux, produits et composants de construction feront l'objet de vérifications ou de surveillance de la fabrication, dans les usines, magasins et carrières de l'entrepreneur ou de sous-traitants et fournisseur, ainsi que les modalités correspondantes.

6.3.3 Le Maître d'Œuvre peut décider de faire exécuter des essais et vérifications en sus de ceux définis par le marché :

- s'ils sont effectués par l'Entrepreneur, ils seront rémunérés par application d'un prix de bordereau ou en dépenses contrôlées ;
- s'ils sont effectués par un tiers, ils seront rémunérés par le Maître de l'Ouvrage.

6.3.4 L'Entrepreneur, avant tout emploi, adresse au Maître d'œuvre les procès-verbaux d'essais, effectués par les laboratoires agréés, des matériaux ou éléments de construction qu'il se propose d'employer ; ces procès-verbaux attestent que le comportement au feu desdits matériaux ou éléments de construction répond à l'utilisation qui en est prévue.

L'Entrepreneur n'a toutefois pas à produire de procès-verbaux pour les matériaux ou éléments de construction qui seraient déjà munis d'une marque de contrôle NF indiquant leur catégorie de réaction au feu ou leur degré de résistance au feu.

6.4 Prise en charge, manutention et conservation par l'entrepreneur des matériaux et produits fournis par le Maître de l'Ouvrage

Sans objet.

ARTICLE 7 : IMPLANTATION DES OUVRAGES

7.1 Piquetage général

Le piquetage général est effectué par l'entrepreneur, à ses frais, avant le commencement des travaux et contradictoirement avec le Maître d'œuvre dans les conditions précisées au C.C.T.P. pour les ouvrages suivants :

- chaises d'implantation du bâtiment,
- niveau zéro des bâtiments et sorties des effluents.

7.2 Piquetage spécial des ouvrages souterrains ou enterrés

Si des ouvrages ou canalisations enterrés se trouvent au droit ou au voisinage des travaux à exécuter, un piquetage spécial est effectué en même temps que le piquetage général, dans les conditions fixées au C.C.T.P.

7.3 Plan général d'implantation des ouvrages

Préalablement au démarrage des travaux, l'entreprise se fera réaliser à ses frais par le géomètre expert en accord avec les Maître d'Ouvrage et Maître d'œuvre :

- l'implantation, sur le terrain, des parcelles concernées par la réalisation de l'opération et, dans le cas où le présent marché comprend la réalisation de clôtures, l'implantation de celles-ci,
- l'implantation des axes d'alignement droits et des courbes, des points et des sommets de tangentes pour la voirie (si ces travaux sont prévus au marché),

- l'implantation des quatre angles principaux pour les bâtiments collectifs, les logements isolés et groupe de logements.

ARTICLE 8 : PREPARATION, COORDINATION ET EXECUTION DES TRAVAUX

8.1 Période de préparation. Programme d'exécution des travaux

Il est fixé une période de préparation qui est incluse dans le délai d'exécution de l'ensemble des lots. Sa durée est de 8 jours. Elle commence à courir à compter de la notification de l'O.S. de démarrage des travaux.

Il est procédé, au cours de cette période, conformément à l'article 28.2 et 3 du C.C.A.G., aux opérations énoncées ci-après

- élaboration par le Maître d'œuvre, après consultation de l'entrepreneur, du calendrier détaillé d'exécution

L'Entrepreneur doit, aussitôt l'approbation de son marché, établir et soumettre au visa du Maître d'œuvre, toutes les études spéciales à sa profession nécessaires à la marche des travaux.

Pendant la période de préparation, l'Entrepreneur doit arrêter, en accord avec le Maître d'œuvre :

- le projet des installations de chantier ;
- le panneau de chantier ;
- le plan d'hygiène et de sécurité selon l'article 28.3 du C.C.A.G. ;
- les plans d'atelier, de chantier et de fabrication.

Pendant cette période, l'Entrepreneur a l'obligation d'établir et de fournir, en temps utile, toutes les pièces qui lui incombent, notamment celles demandées aux C.C.A.P. et C.C.T.P. ainsi que tous les documents complémentaires qui lui seraient demandés par le Maître d'œuvre. De plus, l'Entrepreneur devra obligatoirement assister à toute réunion organisée par le Maître d'œuvre afin qu'il puisse assurer la coordination d'étude nécessaire au démarrage des travaux.

8.2 Mesures d'ordre social - Application de la réglementation du travail

La proportion maximale des ouvriers étrangers par rapport au nombre total des ouvriers employés sur le chantier est celle prévue par la réglementation en vigueur pour le lieu d'exécution des travaux.

La proportion maximale des ouvriers d'aptitudes physiques restreintes rémunérés au-dessous du taux normal des salaires par rapport au nombre total des ouvriers de la même catégorie employés sur le chantier ne peut excéder dix pour cent (10 %) et le maximum de réduction possible de leur salaire est fixé à dix pour cent (10 %).

8.3 Organisation, hygiène et sécurité des chantiers

Les mesures particulières ci-après concernant la sécurité et l'hygiène sont prises par l'Entrepreneur :

Le projet des installations de chantier, visé au 8.1 ci-dessus, indique, notamment, la situation sur plan des locaux pour le personnel.

Ces locaux comprennent des vestiaires, des douches, des sanitaires et des lieux de restauration bénéficiant de l'éclairage naturel ; leurs normes sont au moins égales en nombre et en qualité à celles des règlements et des conventions collectives en vigueur.

Les accès aux locaux du personnel doivent être assurés depuis l'entrée du chantier dans les conditions satisfaisantes, en particulier du point de vue de la sécurité.

Par dérogation à l'article 34.1 du C.C.A.G., les contributions ou réparations éventuellement dues pour les dégradations causées aux voies publiques par des transports routiers ou des circulations d'engins exceptionnels sont entièrement à la charge de l'entrepreneur.

Le plan de sécurité et d'hygiène, remis au Maître d'Œuvre dans les conditions prévues au 8.1, indique de façon précise et détaillée :

- les mesures prévues pour intégrer la sécurité à l'égard des principaux risques courus par le Personnel tant dans les modes opératoires lors de leur définition que dans les différentes phases d'exécution des travaux : il explicite, en particulier en fonction du procédé de construction et du matériel utilisé, les moyens de prévention concernant d'une part les chutes de personnel et de matériaux, d'autre part les circulations verticales et horizontales des engins ;
- les mesures prévues pour les premiers secours aux accidentés et aux malades ;
- les mesures concourant à une bonne hygiène du travail et notamment en complément du projet d'installations de chantier, la consistance et la qualité des locaux pour le personnel ;

8.4 Sujétions résultant de l'exploitation du domaine public ou privé

Sans objet.

8.5 Garde du chantier en cas de défaillance d'un entrepreneur

Sans objet.

8.6 - Chauffage du chantier

Si le chauffage du chantier s'avère nécessaire pour la bonne marche des travaux, les frais y afférent sont à la charge de l'Entrepreneur.

8.7 - Rendez-vous de chantier

Les rendez-vous de chantier dont les jours et heure seront fixés par le représentant du Maître de l'Ouvrage seront hebdomadaires.

Le titulaire du marché est tenu d'assister à chaque rendez-vous de chantier. Les sous-traitants sont tenus d'y assister chaque fois qu'ils en sont requis. L'Entrepreneur peut se faire représenter par une personne ayant qualité pour donner des ordres aux ouvriers, prendre des décisions et engager l'Entrepreneur qu'il représente.

L'Entrepreneur est réputé avoir pris connaissance de tout ce qui a été dit aux réunions de chantier.

ARTICLE 9 - CONTROLE ET RECEPTION DES TRAVAUX

9.1 Essais et contrôles des ouvrages

Les essais et contrôles d'ouvrages ou parties d'ouvrages prévus par les fascicules du C.C.T.G. ou par le C.C.T.P. sont assurés par l'entrepreneur à la diligence et en présence du Maître d'Œuvre.

9.2 Réception

Par dérogation à l'article 41.1 à 3 du C.C.A.G. :

- la réception a lieu à l'achèvement de l'ensemble des travaux ; elle prend effet à la date de cet achèvement.
- l'entrepreneur est chargé d'aviser la personne responsable des marchés et le Maître d'Œuvre de la date à laquelle ces travaux sont ou seront considérés comme achevés.

La réception est prononcée sous réserve de l'exécution concluante des épreuves prévues au C.C.T.G. ou au C.C.T.P., à savoir :

Ouvrages	: Fascicules et art. au C.C.T.G. ou partie et
Soumis à	: art. du C.C.T.P. définissant les épreuves à
épreuves	: exécuter

9.3 Mise à disposition de certains ouvrages ou partie d'ouvrage

Suivant planning prévisionnel des travaux.

9.4 Documents fournis après exécution

Les plans et documents à fournir par l'entrepreneur s'entendent des plans et documents qu'il a établis ou qu'il a dû se procurer auprès de ses fournisseurs, à l'exclusion des documents dont la production incombe au maître d'œuvre.

Les plans et documents à fournir par l'entrepreneur, en application de l'article 40 du CCAG sont les suivants :

- avec la demande de réception des travaux : les notices de fonctionnement et d'entretien des ouvrages, établies conformément aux prescriptions et recommandations des normes françaises en vigueur, ainsi que les certificats de garantie.
- dans les 2 mois suivant la réception : les plans et autres documents conformes à l'exécution, pliés au format normalisé A4.

9.5 Délais de garanties

- 1) Les garanties contractuelles sont définies à l'article 44 du C.C.A.G.
- 2) Le délai de garantie peut être prolongé dans les conditions de l'article 44.2 du C.C.A.G. par décision du Maître de l'ouvrage jusqu'à l'exécution complète des travaux et prestations relatifs au marché.
- 3) La libération de sûreté liée au délai de garantie peut être ainsi retardée ou différée si à l'expiration du délai de garantie prévu à son marché, l'Entrepreneur n'a pas rempli toutes ses obligations contractuelles.

9.5.1 Garanties particulières

Lorsque des garanties particulières, s'étendant au-delà des délais de garantie, sont prévues dans le C.C.A.P. celui-ci en fixe la durée à partir de la date d'effet de la réception des travaux correspondants.

Les stipulations générales qui s'appliquent aux garanties particulières sont définies ci-dessous. Ces garanties particulières sont contractuelles, si le marché comporte des travaux correspondants.

9.5.2 Garanties particulières d'étanchéité

L'entrepreneur garantit le Maître de l'Ouvrage contre tout défaut d'étanchéité des terrasses pendant un délai de deux ans à partir de la date de la réception des travaux correspondants.

Cette garantie engage l'entrepreneur, pendant le délai fixé, à effectuer à ses frais, sur simple demande du Maître d'Œuvre ou du Maître d'Ouvrage, toutes les recherches sur l'origine des fuites et les réparations ou réfections nécessaires pour remédier aux défauts d'étanchéité qui seraient constatés, que ceux-ci proviennent d'une défectuosité des produits ou matériaux employés ou d'une exécution des travaux.

9.5.3 Garantie particulière du système de protection des structures métalliques

L'entrepreneur garantit l'efficacité du système de protection par peintures ou autres systèmes des structures métalliques.

Cette garantie engage l'entrepreneur, pendant le délai fixé à deux ans, à effectuer ou faire effectuer à ses frais, réparations ou réfections nécessaires pour remédier aux défauts qui seraient constatés, que ceux-ci proviennent d'une défectuosité des produits ou matériaux employés ou des conditions d'exécution, en application des critères et dans les termes définis par le C.C.T.G.

9.5.4 Garantie particulière des espaces verts

Les sujets végétaux plantés feront l'objet d'une garantie particulière de reprise, celle-ci devant être constatée au plus tôt au cours du deuxième mois de juin suivant leur plantation. Cette date constituera la fin du délai de garantie du marché ou du lot considéré.

Durant cette période de garantie, l'entrepreneur devra assurer l'entretien de tous les gazons et plantations figurant au marché, le coût et la nature de ces prestations devront apparaître de manière explicite et séparée dans les documents contractuels (y compris les modalités de règlement).

9.5.5 Garantie particulière des enduits sur maçonnerie

L'entrepreneur garantit la bonne tenue du système d'enduit appliqué sur certains ouvrages ou parties d'ouvrages désignés par le C.C.T.P., définit également le système employé. Cette garantie engage l'entrepreneur, pendant le délai fixé à deux ans, à effectuer ou faire effectuer à ses frais sur simple demande du Maître d'Œuvre ou Maître d'Ouvrage toutes les réparations ou réfections nécessaires pour remédier aux défauts qui seraient constatés ou des conditions d'exécutions, en application des critères et dans les termes définis au C.C.T.G. par le C.C.T.P.

9.6 Assurances

9.6.1. Justifications à fournir par le titulaire et ses sous-traitants :

9.6.1.1. Attestations d'assurance :

Dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, l'entrepreneur (chaque titulaire d'un marché séparé ou le mandataire ainsi que chaque cotraitant en cas de marché passé à un groupement momentané d'entreprises) et ses sous-traitants éventuels doivent justifier qu'ils sont titulaires des polices d'assurance visée aux articles 9.6.3 et 9.6.4 du présent CCAP, au moyen d'une attestation émanant de leur compagnie ou mutuelle d'assurance portant mention de l'étendue des garanties souscrites et certifiant que l'assuré est à jour du paiement de ses primes.

9.6.2 Déclaration de sinistres :

Dans le cadre du présent marché, le titulaire est tenu de déclarer à son assureur, sur demande du maître d'ouvrage, tous sinistres relatifs à des dommages survenant durant la période de garantie de parfait achèvement, visée à l'article 1792-6 du Code Civil

9.6.3 Travaux de bâtiment au sens de la loi n°78-12 du 4 Janvier 1978

L'entrepreneur doit être titulaire avant toute intervention sur le chantier, d'un contrat d'assurance répondant aux obligations définies par l'article L 241-1 du Code des Assurances

9.6.4 Assurance « RESPONSABILITE CIVILE DE TRAVAUX »

L'entrepreneur doit être titulaire avant toute intervention sur le chantier d'un contrat d'assurance de « RESPONSABILITE CIVILE DE TRAVAUX » couvrant, pendant et après travaux, les conséquences pécuniaires des dommages corporels, matériels et immatériels causés aux tiers (y compris au maître d'ouvrage) par accident, incendie, explosion, action de l'eau, vol ou toutes autres causes, à l'occasion ou par la suite de son activité professionnelle.

ARTICLE 9bis : REDRESSEMENT JUDICIAIRE ET LIQUIDATION JUDICIAIRE

Les dispositions qui suivent sont applicables en cas de redressement judiciaire ou de liquidation judiciaire.

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement à la personne publique. Il en va de même de tout jugement ou de toute décision susceptible d'avoir effet sur l'exécution du marché.

En cas de redressement judiciaire, la personne publique adresse à l'administrateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché.

Cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article 141 de la loi du 15 janvier 1985, le juge-commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article 37 de la loi. En cas de réponse négative, ou en l'absence de réponse, dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée.

Le délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci, si avant l'expiration dudit délai, le juge-commissaire a accordé à l'administrateur, ou lui a imparti un délai plus court.

La réalisation prend effet à la date de la décision de l'administrateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

En cas de liquidation judiciaire, la résiliation du marché est prononcée sauf si le jugement autorise expressément le maintien de l'activité de l'entreprise.

Sans cette hypothèse, la personne publique pourra accepter la continuation du marché pendant la période visée à la décision de justice ou résilier le marché sans indemnité pour le titulaire.